

L'insécurité humaine dans six villes qui se relèvent d'un conflit

Koenraad Van Brabant, chef, Reflective Practice and Learning, Interpeace, Genève

Au début de 2006, Interpeace (auparavant WSP International) a effectué une étude rapide portant sur six villes dans le but de mieux comprendre comment évolue la sécurité humaine dans les zones urbaines touchées par la violence. Les villes qui ont fait l'objet de cet examen étaient Bissau (Guinée-Bissau), Bujumbura (Burundi), Burao (Somaliland), Galcayo (Somalie), Ciudad de Guatemala (Guatemala) et Mogadiscio (Somalie). Voici certains des principaux résultats de l'étude :

- > Les combats acharnés causent des déplacements massifs, soit de la population entière d'une ville (comme à Bissau et à Burao), soit d'une partie de la population d'une grande ville (Mogadiscio). La destruction matérielle causée par les combats est souvent aggravée par le pillage. Même lorsqu'un conflit violent a pris fin, l'état de stabilité temporaire qui existe entre les groupes en état de guerre peut mener à la division des villes (Galcayo).
- > L'insécurité physique ne découle pas seulement des activités des parties en état de guerre — armées, groupes de rebelles, milices —, mais aussi de celles de groupes tels que les paramilitaires, les escadrons de la mort, les gangs criminels et les gens d'affaires qui se livrent une concurrence violente. Lorsque l'ordre public s'est

effondré, on embauche des assassins, on commet des enlèvements pour obtenir une rançon ou se faire rembourser un emprunt par la force (Mogadiscio) et le nombre de crimes mineurs et d'agressions sexuelles augmente (Bujumbura). Les niveaux élevés d'insécurité sont attribuables non seulement aux affrontements armés eux-mêmes, mais aussi à la perpétuation d'une culture de violence après la fin de la guerre.

- > Il arrive parfois que le groupe qui a établi sa domination sur une ville décide de donner des armes à une partie de la population. À Bissau, par exemple, le gouvernement assiégé a remis des détenus en liberté et leur a fourni des armes à feu, tandis qu'à Bujumbura, les autorités ont également armé certains groupes de jeunes par le passé. Habituellement, ces armes ne sont pas reprises au cours des processus de désarmement, démobilisation et réintégration, de sorte qu'elles peuvent demeurer une source d'insécurité pendant de nombreuses années. On estime que le nombre d'armes légères qui restent toujours en circulation à Bujumbura se situe entre 200 000 et 300 000.
- > Malgré cela, les grandes agglomérations sont souvent plus sûres que les villes plus petites ou la campagne. C'est pourquoi les personnes

déplacées ont généralement tendance à se diriger vers les villes, même si elles sont dangereuses, et les citoyens qui ont fui leur ville y retournent dès que les combats intenses diminuent. Un afflux de déplacés internes ou de personnes qui décident d'abandonner la campagne peut contribuer à la ruralisation temporaire de certains secteurs de la ville, car ces migrants apportent avec eux des biens typiquement ruraux (leur animaux de bétail, par exemple) et se mettent parfois à produire des cultures dans la ville (comme on l'a vu à Burao et Bujumbura).

- > La violence à grande échelle a tendance à réduire les espaces publics, qui sont envahis par les personnes déplacées, les autorités militaires ou des tueurs à la pique. Le déplacement prolongé des familles peut aussi mener à l'occupation, la vente et l'achat de propriétés publiques et privées par des personnes autres que les propriétaires originaux. À long terme, il peut en résulter un grand nombre de différends fonciers qui resteront insolubles à moins que la sécurité s'améliore et que l'ordre public revienne.
- > La violence liée à la guerre a tendance à mener rapidement à l'effondrement des administrations municipales. Le vide politique qui en résulte sera souvent comblé par les autorités